ROYAUME DE BELGIQUE.

---

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

---

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 16 mai 1969, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat", a donné le 30 juin 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

---

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

---

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e mei 1969 door de Minister van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel", heeft de 30e juni 1969 het volgend advies gegeven :

## I. OBSERVATION GENERALE.

De nombreux articles du projet délèguent aux Ministres un pouvoir réglementaire aux fins de déterminer une partie du statut des agents de leur département.

Le problème de la délégation aux Ministres du pouvoir réglementaire du Roi en matière de statut fait l'objet d'une observation générale dans l'avis L. 10.778/2, donné sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

En ce qui concerne le présent projet, le Conseil d'Etat admet les délégations du pouvoir réglementaire, lorsqu'elles se limitent à confier aux Ministres le pouvoir de préciser les modalités de l'application, dans leur Ministère, des règles générales établies par le Roi. Il estime que les dispositions qui prévoient des délégations ne peuvent pas être admises, lorsque, notamment, elles permettent aux Ministres de déroger aux règles générales établies par le Roi, sans que soient déterminés au préalable le sens ou les limites des dérogations autorisées. Les délégations de pouvoir que le Conseil d'Etat a jugées excessives font l'objet d'une motivation particulière dans le présent avis.

.../...

## II. OBSERVATIONS PARTICULIERES.

### Préambule.

Pour tenir compte de la disposition qui figure à l'article 1er du projet, modifiant l'article 22 de l'arrêté royal du 7 août 1939, il est proposé de remplacer, à l'alinéa 5, les mots "pour toutes les fonctions du niveau 1 " par les mots "pour toutes les promotions au grade du niveau 1 qui ne sont pas subordonnées à la réussite d'un examen".

La fin du considérant pourrait être rédigé comme suit : "... et qu'il convient, en outre, de permettre au conseil de direction ... ".

*

Compte tenu de l'observation qui sera faite au sujet de l'article 34 nouveau de l'arrêté royal du 7 août 1939 (article 7 du projet), il est proposé de rédiger l'alinéa 7 du préambule de la façon suivante :

"Considérant que l'ordre de préférence fixé pour les promotions subordonnées à la réussite d'un examen d'avancement, doit pouvoir être adapté aux diverses situations qui se présentent dans les administrations; qu'il y a lieu, dès lors, de permettre de déroger, dans certains cas, aux règles générales, tout en subordonnant les dérogations à l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions".

### Article 1er.

Article 22 nouveau.

Le premier alinéa prévoit que la nomination par promotion à un grade des rangs 16, 15, 14, 13, 12 ou 11 est faite par le Roi, après avis motivé du conseil de direction.

.../...

L'avis motivé du conseil de direction ne se justifie pas pour l'accession au niveau supérieur, puisque celle-ci se fait dans l'ordre du classement à un concours. En vertu de l'article 4 du projet, modifiant l'article 29 de l'arrêté royal du 7 août 1939, des grades du niveau 1 autres que ceux du rang 10 peuvent être attribués par accession au niveau supérieur. Il convient donc de ne prévoir l'avis motivé du conseil de direction qu'en cas de promotion par avancement de grade aux grades des rangs 16, 15, 14, 13, 12 et 11.

*

L'alinéa 2 dispose : "pour les promotions par avancement de grade à un grade de ces rangs, qui sont subordonnées à la réussite d'un examen, l'avis motivé du conseil de direction n'est requis que lorsqu'il en est disposé ainsi".

En principe, les promotions par avancement de grade qui sont subordonnées à la réussite d'un examen sont attribuées dans l'ordre établi par l'article 7 du projet, modifiant les articles 31 et 32 de l'arrêté royal du 7 août 1939. Selon les explications données par les délégués du Ministre, lorsque l'avis du conseil de direction sera requis, les articles 31 et 32 ne seront pas applicables et la nomination se fera au choix, en respectant, toutefois, la priorité résultant du signalement.

Les délégués du Ministre ont, en outre, déclaré que c'est l'arrêté organisant l'épreuve qui précisera si l'avis du conseil de direction est requis.

..../...

*

Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé de rédiger l'article 1er de la façon suivante :

"Article 1er.-

Les articles 22 et 23 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 22. La promotion aux grades du niveau 1, qu'elle se fasse par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur, est accordée par Nous.

Sous réserve de l'application de l'article 29, § 1er, la promotion aux grades des rangs 16, 15, 14, 13, 12 et 11 est attribuée par avancement de grade .

Article 23.

La promotion par avancement de grade aux grades énumérés à l'article 22, alinéa 2, est attribuée après avis motivé du conseil de direction.

Lorsque la promotion est subordonnée à la réussite d'un examen, l'avis motivé du conseil de direction n'est requis que lorsqu'il en est disposé ainsi dans l'arrêté instituant l'examen. Dans ce cas, par dérogation aux articles 31 et 32, la promotion est au choix de l'autorité qui nomme; priorité est toutefois accordée à l'agent qui a le meilleur signalement".

.../...

Article 2.

Article 26, § 1er, nouveau.

L'article 2 du projet remplace l'article 26, § 1er, de l'arrêté royal du 7 août 1939 par une disposition qui reproduit le texte actuellement en vigueur, sous la seule réserve de la suppression, en fin du paragraphe, des mots "ou par accession au niveau supérieur".

Ce texte pourrait laisser croire qu'il se borne à déterminer l'autorité compétente pour faire les propositions instituées par une autre disposition, alors qu'il a pour premier objet de prescrire une proposition avant toute nomination faite par changement de grade ou par promotion par avancement de grade.

Afin de faire apparaître plus clairement la portée de la disposition, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"Article 26, § 1er. Avant toute nomination par changement de grade et toute promotion par avancement de grade, il est établi une proposition. Celle-ci est faite par le conseil de direction dans les cas où ce collège est chargé de donner un avis motivé en application des articles 22 et 23. Dans les autres cas, elle est faite par le secrétaire général ou le fonctionnaire auquel il a délégué ce pouvoir".

.../...

Article 3.

Article 28 nouveau.

Il y a un manque de concordance entre cet article et l'article 29, § 1er, tel qu'il est modifié par l'article 4 du projet. En vertu du premier texte, les barrières entre les services d'un même Ministère doivent être respectées en cas de promotion par accession au niveau supérieur, alors que, suivant le second texte, ces promotions se font par Ministère.

Selon les renseignements donnés par les délégués du Ministre, les barrières entre les services d'un Ministère ne limient pas les facultés de promotion en cas de concours d'accession au niveau supérieur.
Il convient donc, à l'article 28 nouveau, de remplacer le mot "promotion" par les mots "promotion par avancement de grade".

*

La délégation donnée aux Ministres pour établir des barrières à l'avancement entre les divers services de leur Ministère ne peut être admise, parce que c'est le Roi et non le Ministre qui est compétent pour organiser les services des Ministères et parce que la délégation prévue est trop large. Les mots "arrêté ministériel" devraient donc être remplacés par le mot "Nous".

.../...

Article 4.

Article 29 nouveau, § 1er, alinéa 2.

Le mot "exceptionnellement" qui n'indique qu'une intention peut être omis.

Il est proposé de rédiger cet alinéa de la façon suivante :

"Toutefois, un arrêté ministériel, pris avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, peut décider que certains grades d'autres rangs seront également conférés par concours d'accession au niveau supérieur".

Article 7.

Article 33 nouveau, § 2, alinéa 2.

Selon les renseignements donnés par les délégués du Ministre, le mot "déclassement" doit être compris en ce sens que le conseil de direction ne pourra que faire rétrograder des candidats dans l'ordre de classement, sans pouvoir faire progresser des candidats dans cet ordre. La progression de certains candidats ne pourra résulter que de la rétrogradation motivée d'autres candidats.

.../...

Les délégués du Ministre ont, en outre, déclaré que la décision du conseil de direction liera l'autorité qui a le pouvoir de nomination.

Par ailleurs, le mot "exceptionnellement" peut être omis pour le motif indiqué plus haut.

*

Article 33 nouveau, § 2, alinéa 3.

Il est proposé de rédiger cet alinéa de la façon suivante :

"Un arrêté ministériel, pris avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, détermine ces grades".

Article 34 nouveau.

Cet article attribue au Ministre le pouvoir de déroger à des règles statutaires, sans que le sens des dérogations permises soit déterminé au préalable par le Roi. Cette délégation du pouvoir réglementaire est excessive.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 34. Un arrêté royal, pris avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, peut déroger à l'ordre de préférence prévu aux articles 31 et 32".

.../...

Article 8.

Article 35 nouveau.

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 2:

"Un arrêté ministériel, pris avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, peut ... ".

Article 19.

Article 60 nouveau.

Selon les renseignements donnés par les délégués du Ministre, la décision ministérielle visée à cet article ne constitue pas un règlement susceptible d'applications répétées. Cette décision ne sera valable que pour l'attribution d'un seul emploi, ou de plusieurs emplois qui seraient vacants simultanément. Il est, dès lors, proposé de remplacer les mots : "selon les modalités déterminées par le Ministre" par les mots :"selon les modalités déterminées, dans chaque cas, par le Ministre".

Article 21.

Article 64 nouveau.

La rédaction suivante est proposée :

"Un arrêté ministériel, pris avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, détermine ... ".

Article 23.

Article 66 nouveau.

Il résulte du premier alinéa que, contrairement à ce que prévoit le texte actuellement en vigueur, tous les agents de grade équivalent ne peuvent pas obtenir

le changement de grade, mais que celui-ci est réservé aux agents qui sont titulaires de l'un des grades déterminés par le Ministre. Les mots "de grade équivalent" devraient, dès lors, être omis au deuxième alinéa.

Articles 26 à 28.

Il est proposé d'insérer les dispositions contenues dans ces articles dans l'arrêté royal du 7 août 1939, où elles formeraient les articles 79bis, 79ter et 79quater.

*

La délégation consentie aux Ministres par l'article 27 du projet ne peut être admise, car elle ne porte pas sur des questions accessoires et elle permettrait aux Ministres d'établir une partie importante du statut de leurs agents, par dérogation aux règles générales arrêtées par le Roi.

L'article 27 permet de "confirmer" certaines dispositions réglementaires qui ont été prises en application de l'article 13 de l'arrêté royal du 2 août 1966. En recourant à la notion de confirmation, le projet laisse croire que les arrêtés qu'il prévoit pourraient rétroagir au 1er janvier 1970 s'ils étaient pris après cette date. Une telle rétroactivité serait illégale. Selon les déclarations des délégués du Ministre, le Gouvernement n'entend pas donner un effet rétroactif à ces arrêtés. Il convient donc d'écarter la notion de confirmation.

Si certains des arrêtés qui ont été pris en application de l'article 13 de l'arrêté royal du 2 août 1966 règlent d'autres questions que celles qui sont énumérées à l'article 27 du projet, ces arrêtés ne pourro

pas être intégralement maintenus ou remis en vigueur selon la procédure prévue à cet article. Ils ne pourront l'être que dans la mesure où ils règlent les matières énumérées à l'article 27.

*

Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé de rédiger de la façon suivante l'article 26 du projet qui remplacerait les articles 26 à 28.

"Article 26. -

Des articles 79bis, 79ter et 79quater, rédigés comme suit, sont insérés dans le même arrêté :

"Article 79bis. Les dispositions de l'article 73 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et des articles 61 à 63 du présent arrêté, telles qu'elles ont été modifiées par l'arrêté royal du 16 mars 1964, demeurent applicables aux agents :

1° qui ont été nommés, à titre de principalat, avant le ler janvier 1970;

2° qui ont réussi ou réussiront une épreuve organisée ou en cours d'organisation avant le ler janvier 1970 et assimilée, selon le cas, soit à un examen de confirmation professionnelle, soit à un examen de maturité professionnelle, par l'article 2 de l'arrêté royal du 2 août 1966 portant des dispositions temporaires dérogeant auxr règles relatives au recrutement et à la carrière des agents de l'Etat.

.../...

Article 79ter. Sur décision du Ministre dont il relève, l'agent qui, en application de l'article 25 de l'arrêté royal du ... modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, a acquis des titres à une nomination à un grade supprimé, peut prétendre à cette nomination en cas de vacance d'un emploi permanent d'un grade équivalent au grade supprimé ou d'un grade de rang inférieur à celui du grade supprimé.

Article 79quater. Dans les administrations de l'Etat où avant le 1er janvier 1970, application a été faite de l'article 13 de l'arrêté royal du 2 août 1966 précité, les dispositions concernant les conditions de rang et d'ancienneté qui y étaient exigées pour obtenir une nomination par promotion ou par changement de grade, ou pour participer à une épreuve d'avancement ou à un concours d'accession au niveau supérieur , ainsi que les dispositions concernant le classement des candidats à la promotion, peuvent être maintenues ou remises en vigueur par des arrêtés royaux pris avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, sous réserve des modifications que ces arrêtés y apporteraient éventuellement".

---

## I. ALGEMENE OPMERKING.

Heel wat artikelen van het ontwerp dragen aan de Ministers verordenende bevoegdheid over, opdat zij het statuut der ambtenaren van hun departement gedeeltelijk kunnen vaststellen.

Het probleem van de opdracht van 's Konings verordenende bevoegdheid in statuutzaken aan de Ministers is besproken in een algemene opmerking van advies L.10.778/2 over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel.

Voor het onderhavige ontwerp kan de Raad van State met de opdracht van verordenende bevoegdheid instemmen, wanneer die zich ertoe beperkt de Ministers te machtigen tot het bepalen van de nadere regelen, volgens welke de door de Koning vastgestelde algemene regelen in hun departement worden toegepast. Niet aanvaardbaar acht de Raad met name de bepalingen, waarin aan de Ministers een zodanige bevoegdheid wordt overgedragen dat zij van de door de Koning vastgestelde algemene regelen kunnen afwijken zonder dat vooraf is bepaald in welke zin en tot hoever mag worden afgeweken. Waar de Raad de opdracht van bevoegdheid overdreven acht, geeft hij daarvoor in dit advies telkens de redenen op.

.../...

## II. BIJZONDERE OPMERKINGEN.

### Aanhef.

Gelet op de bepaling die, in artikel 1 van het ontwerp, artikel 22 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 wijzigt, wordt voorgesteld in het vijfde lid de woorden "voor al de functies van niveau 1" te vervangen door "voor alle bevorderingen tot graden van niveau 1 waarvoor geen examen is voorgeschreven".

Het slot van die considerans kan als volgt worden gelezen : "... en dat de directieraad bovendien in staat dient te worden gesteld, de anciënniteitsrangschikking te verbeteren voor gespecialiseerde of leidende ambten van de niveaus 2, 3 en 4".

*

Met inachtneming van de opmerking die zal worden gemaakt bij het nieuwe artikel 34 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 (artikel 7 van het ontwerp), wordt voorgesteld het zevende lid van de aanhef als volgt te lezen :

"Overwegende dat de volgorde, vastgesteld voor bevorderingen waarvoor een bevorderingsexamen is voorgeschreven, moet kunnen worden aangepast aan de verschillende toestanden die zich in de besturen voordoen ; dat derhalve in bepaalde gevallen van de algemene regeling moet kunnen worden afgeweken, met dien verstande dat voor die afwijkingen het akkoord vereist is van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort".

.../...

Artikel 1.

Nieuw artikel 22.

Het eerste lid bepaalt dat benoeming door bevordering tot een graad van de rangen, 16, 15, 14, 13, 12 of 11 door de Koning wordt gedaan op gemotiveerd advies van de directieraad.

Een gemotiveerd advies van de directieraad is niet verantwoord voor overgang naar het hoger niveau, die immers geschiedt volgens de rangschikking bij een vergelijkend examen. Krachtens artikel 4 van het ontwerp, dat artikel 29 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 wijzigt, kunnen andere graden van niveau 1 dan die van rang 10 worden verleend bij wege van overgang naar het hoger niveau. Het met redenen omkleed advies van de directieraad behoort derhalve alleen te worden voorgeschreven in geval van bevordering door verhoging in graad tot de graden van de rangen 16, 15, 14, 13, 12 en 11.

*

Het tweede lid bepaalt : "Voor de benoemingen door verhoging in graad tot een graad van die rangen, welke afhankelijk zijn gesteld van het slagen voor een examen, is het gemotiveerd advies van de directieraad slechts vereist wanneer zulks is bepaald".

Bevorderingen door verhoging in graad waarvoor een examen is voorgeschreven, worden in beginsel verleend volgens de orde vastgesteld in artikel 7 van het ontwerp, dat de artikelen 31 en 32 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 wijzigt. Naar de gemachtigden van de Minister hebben

.../...

verklaard, zullen de artikelen 31 en 32 geen toepassing vinden wanneer het advies van de directieraad vereist is en zal de benoeming naar keuze geschieden, met inachtneming evenwel van de prioriteit zoals die uit de beoordeling volgt.

Of het advies van de directieraad vereist is zal, naar de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, meegedeeld worden in het besluit waarbij het examen wordt uitgeschreven.

*

Met inachtneming van het hiervoren opgemerkte wordt voorgesteld artikel 1 als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

De artikelen 22 en 23 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 22. Bevordering tot graden van niveau 1, ongeacht of die door verhoging in graad dan wel door overgang naar het hoger niveau plaatsheeft, wordt door Ons verleend.

Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 29, § 1, wordt bevordering tot de graden van de rangen 16, 15, 14, 13, 12 en 11 verleend bij wege van verhoging in graad.

Artikel 23. Bevordering door verhoging in graad tot de graden genoemd in artikel 22, tweede lid, wordt verleend na met redenen omkleed advies van de directieraad.

.../...

Voor bevorderingen waarvoor een examen is voorgeschreven, is het met redenen omkleed advies van de directieraad alleen vereist wanneer aldus is bepaald in het besluit tot instelling van het examen. In dat geval staat de bevordering, in afwijking van de artikelen 31 en 32, ter keuze van de benoemende overheid ; voorrang wordt echter verleend aan de ambtenaar met de beste beoordeling".

Artikel 2.

Nieuw artikel 26, § 1._

Artikel 2 van het ontwerp vervangt artikel 26, § 1, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 door een bepaling die geredigeerd is zoals de thans geldende tekst behalve dat aan het slot van de paragraaf de woorden "of door overgang tot het hoger niveau" vervallen.

Die tekst kan de indruk wekken dat hij alleen maar bepaalt welke overheid bevoegd is om de voorstellen te doen die door een andere bepaling zijn voorgeschreven, terwijl hij allereerst tot doel heeft te bepalen, dat een voorstel moet worden gedaan vóór enige benoeming bij wege van verandering van graad of bij wege van bevordering door verhoging in graad.

Ten einde de strekking van de bepaling duidelijker te doen uitkomen stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

"Artikel 26, § 1._ Vóór enige benoeming door verandering van graad en vóór enige bevordering door verhoging in graad, wordt een voorstel gedaan. Het wordt door de directieraad gedaan in de gevallen waarin deze op grond van de artikelen 22 en 23 een met redenen omkleed advies dient te geven. In de overige gevallen wordt het gedaan door de secretaris-generaal of door de ambtenaar aan wie hij de bevoegdheid daartoe heeft overgedragen".

Artikel 3.

Nieuw artikel 28.

Er is gemis van overeenstemming tussen dit artikel en artikel 29, § 1, zoals het gewijzigd wordt bij artikel 4 van het ontwerp. Krachtens de eerste tekst, moeten de afsluitingen tussen diensten van eenzelfde Ministerie in acht worden genomen bij bevordering door overgang naar het hoger niveau, terwijl die bevorderingen volgens de tweede tekst per Ministerie plaatshebben.

Naar de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, staan de afsluitingen tussen diensten van een zelfde Ministerie de bevorderingsmogelijkheden in geval van vergelijkend examen voor overgang naar het hoger niveau niet in de weg. In het nieuwe artikel 28 moet derhalve het woord "bevordering" worden vervangen door "bevordering door verhoging in graad".

*

Opdracht van bevoegdheid aan de Ministers om inzake bevordering afsluitingen tussen diensten van hun Ministerie voor te schrijven kan niet worden geduld omdat niet de Minister maar de Koning bevoegd is om de diensten van de Ministeries te organiseren en omdat hier een te ruime bevoegdheid wordt overgedragen. De woorden "bij ministerieel besluit" moeten dus worden vervangen door de woorden "door Ons".

Artikel 4.

Nieuw artikel 29, § 1, tweede lid.

De woorden "bij uitzondering" wijzen slechts op een voornemen, en kunnen vervallen.

.../...

Voorgesteld wordt dit lid als volgt te lezen :

"Een ministerieel besluit, vastgesteld met het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, kan echter beslissen dat ook bepaalde graden van andere rangen zullen worden verleend bij wege van vergelijkend examen voor overgang naar het hoger niveau".

## Artikel 7.

Nieuw artikel 33, § 2, tweede lid.

Naar de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, moet het woord "declasseren" zo worden verstaan dat de directieraad gegadigden in de rangschikking alleen naar achter en dus niet naar voren kan verplaatsen. Dat sommige gegadigden meer vooraan komen, mag alleen het gevolg zijn van het feit dat andere bij met redenen omklede beslissing naar achter zijn verplaatst.

De gemachtigden van de Minister hebben voorts verklaard, dat de beslissing van de directieraad de benoemende overheid zal binden.

De woorden "bij uitzondering" kunnen om de reeds opgegeven reden vervallen.

*

.../...

Nieuw artikel 33, § 2, derde lid.

Voorgesteld wordt dit lid als volgt te lezen :

"Een ministerieel besluit, vastgesteld met het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, bepaalt die graden".

Nieuw artikel 34.

Krachtens dit artikel kan de Minister van de statuutregelen afwijken zonder dat de Koning vooraf heeft bepaald in welke zin afwijkingen zijn toegestaan. Die opdracht van verordenende bevoegdheid is te ruim.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 34. Een koninklijk besluit, vastgesteld met het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, kan afwijken van de volgorde bepaald in de artikelen 31 en 32".

Artikel 8.

Nieuw artikel 35.

Voorgesteld wordt, het tweede lid als volgt te redigeren :

"Een ministerieel besluit, vastgesteld met het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, kan voorschrijven dat bepaalde graden alleen worden toegekend aan hen die voor een examen voor bevordering tot een hogere graad geslaagd zijn. Hetzelfde besluit bepaalt de anciënniteitsvoorwaarden om ...".

.../...

Artikel 19.

Nieuw artikel 60.

Naar de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, is de in dit artikel bedoelde ministeriële beslissing geen regeling die meer dan eens zal worden toegepast ; ze zal slechts gelden voor het toewijzen van één betrekking, of van meer betrekkingen die gelijktijdig vacant zijn. Derhalve wordt voorgesteld de woorden "volgens de regels bepaald door de Minister" te vervangen door "volgens de regels door de Minister voor elk geval bepaald".

Artikel 21.

Nieuw artikel 64.

Voorgesteld wordt :

"Een ministerieel besluit, vastgesteld met het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, bepaalt ...".

Artikel 23.

Nieuw artikel 66.

Uit het eerste lid volgt dat, in tegenstelling tot hetgeen de thans geldende tekst bepaalt, niet alle ambtenaren met een gelijkwaardige graad in aanmerking komen voor verandering van graad, maar alleen zij die titularis zijn van een der door de Minister bepaalde graden. In het tweede lid moeten derhalve de woorden "met een gelijkwaardige graad" vervallen.

.../...

Artikelen 26 tot 28.

Voorgesteld wordt de bepalingen van deze artikelen in het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 in te voegen als artikelen 79bis, 79ter en 79quater.

*

De in artikel 27 van het ontwerp bedoelde opdracht van bevoegdheid aan de Ministers kan niet worden geduld, want zij slaat niet op bijkomstige zaken en zou de Ministers de gelegenheid geven om een belangrijk deel van het statuut van hun ambtenaren vast te stellen in afwijking van de door de Koning bepaalde algemene regelen.

Krachtens artikel 27 kunnen sommige verordeningsbepalingen die zijn vastgesteld op grond van artikel 13 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1966, "bekrachtigd" worden. Het gebruik van de term "bekrachtigen" wekt de indruk dat de bedoelde besluiten zouden kunnen terugwerken tot 1 januari 1970, indien zij na die datum werden vastgesteld. Een zodanige terugwerking zou onwettig zijn. Naar de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, wenst de Regering aan die besluiten geen terugwerkende kracht te verlenen. Men werke dus niet met de term "bekrachtigen".

Als sommige van de besluiten die zijn vastgesteld op grond van artikel 13 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1966 een regeling treffen voor andere aangelegenheden dan in artikel 27 van het ontwerp zijn genoemd, zullen die besluiten niet in hun geheel gehandhaafd of opnieuw in werking gesteld kunnen worden volgens de in dat artikel bepaalde procedure. Dat zal maar kunnen voor zover zij regelingen treffen voor de in artikel 27 genoemde aangelegenheden.

*

Met inachtneming van het hiervoren opgemerkte wordt de volgende redactie voorgesteld voor artikel 26 van het ontwerp, dat in de plaats zou komen van de artikelen 26 tot 28.

"Artikel 26.-

In hetzelfde besluit worden artikelen 79bis, 79ter en 79quater ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 79bis. De bepalingen van artikel 73 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel en van de artikelen 61 tot 63 van het tegenwoordige besluit, zoals zij gewijzigd zijn bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, blijven van toepassing op de ambtenaren :

1° die op grond van het principalaat benoemd zijn vóór 1 januari 1970 ;

2° die geslaagd zijn of zullen slagen voor een examen dat, naar gelang van het geval, met een examen over de beroepsbekwaamheid of met een examen over de beroepsmaturiteit gelijkgesteld is door artikel 2 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1966 houdende tijdelijke bepalingen tot afwijking van de regelen betreffende de werving en de loopbaan van het Rijkspersoneel, en dat ingericht is of waarvan de inrichting wordt uitgevoerd vóór 1 januari 1970.

Artikel 79ter. Bij beslissing van de Minister onder wie hij ressorteert, kan de ambtenaar die op grond van artikel 25 van het koninklijk besluit van ... tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, rechten heeft verkregen op een benoeming in een

.../...

afgeschafte graad, op die benoeming aanspraak maken wanneer een vacature ontstaat in een vaste betrekking van een graad die aan de afgeschafte graad gelijkwaardig is of tot een lagere rang dan de afgeschafte graad behoort.

Artikel 79quater. In de Rijksbesturen waar vóór 1 januari 1970 toepassing is gemaakt van artikel 13 van voormeld koninklijk besluit van 2 augustus 1966, kunnen de bepalingen betreffende de eisen inzake rang en anciënniteit, welke daarin waren gesteld voor benoeming door bevordering of door verandering van graad, of voor deelneming aan een bevorderingsexamen of een vergelijkend examen voor overgang naar het hoger niveau, alsook de bepalingen betreffende de rangschikking van de kandidaten voor de bevordering, gehandhaafd of opnieuw in werking gesteld worden bij koninklijke besluiten, vastgesteld met het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, onder voorbehoud van de wijzigingen welke die besluiten er eventueel mochten in aanbrengen".

---

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame :
Mevrouw : G. CISELET, staatsraden,

Messieurs : G. ARONSTEIN, assesseurs de la
de Heren : section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.